



**MISSION PERMANENTE
DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

**MESSAGES CLES DU RAPPORT D'EXAMEN NATIONAL VOLONTAIRE DES OBJECTIFS
DE DEVELOPPEMENT DURABLE(ODD) DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

La République Démocratique du Congo n'est pas sur une bonne trajectoire pour atteindre les ODD. La COVID-19 est venue davantage retarder, voire annihiler des progrès enregistrés. Ainsi, pour répondre de manière efficace aux défis liés à la mise en œuvre des ODD, le Gouvernement s'est engagé dans des transformations structurelles et la mise en œuvre des solutions guidées par les ODD.

Sur le plan social, la RDC met en œuvre la réforme sur la couverture sanitaire universelle. Pour un pays où les dépenses catastrophiques de la santé sont très élevées, cette réforme constitue un tremplin pour sortir des millions des Congolais de la vulnérabilité. Des actions d'envergure ont été menées pour lutter contre les maladies des masses telles que le Paludisme et le VIH, avec une attention particulière sur la prévention. Des mesures idoines sont aussi prises pour renforcer la protection sociale. Dans le secteur de l'éducation, afin de récupérer des millions d'enfants autrefois omis du système suite aux frais très élevés, la RDC a rendu effective la gratuité de l'enseignement de base et des mesures ont été prises pour renforcer cette gratuite.

L'accès à l'eau et l'électricité reste dans des proportions inquiétantes en RDC, principalement dans les milieux ruraux. Pour répondre de manière efficace à ces défis, le Gouvernement a libéralisé les deux secteurs. Contrairement au secteur de l'eau où des avancées restent très timides, des progrès majeurs sont enregistrés dans le secteur de l'électricité. La part des privés reste croissante au cours des trois dernières années et les perspectives sont bonnes. Malencontreusement, la pauvreté endémique dans les milieux ruraux n'encourage pas les initiatives privées. Et c'est là où se concentre actuellement l'action de l'Etat.

La dépendance aux ressources naturelles constitue l'un des traits caractéristiques de l'économie de la RDC. La croissance reste en grande partie imputable à la bonne tenue des cours. La reprise d'après COVID-19 en est une illustration. Cela constitue une réelle faiblesse en exposant le pays à la volatilité des cours des matières premières. Pour diversifier l'économie et doter le pays d'un tissu industriel dynamique, compétitif,



responsable en matière d'environnement et de développement durable, la RDC a lancé la mise en place des six Zones Economiques Spéciales (ZES) à travers le territoire national répartis en six zones industrielles.

Il ne fait nul doute que la RDC constitue un acteur majeur dans la lutte contre le changement climatique ; un pays-solution avec des réels atouts. Le Gouvernement œuvre pour la sauvegarde des forêts et la lutte contre les changements climatiques. Dans le cadre de la COP 26, la RDC a revu ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre passant de 17 à de 21% d'ici à 2030. Néanmoins, il est clair que pour plus d'efficacité, le Gouvernement devra investir dans le système de collecte des données et informations.

Le Gouvernement congolais reste conscient que les actions et stratégies de développement doivent avoir leur ancrage au niveau local pour plus d'efficacité. Dans cette perspective, le Gouvernement a lancé le Programme de Développement des 145 territoires (PDL-145T). Il s'agit d'un Programme ciblant les 145 territoires afin d'accroître l'offre publique des services sociaux de base, améliorer la résilience des populations locales et renforcer les institutions publiques au niveau local.

La mise en œuvre des ODD en RDC se fait dans un contexte de conflits et d'instabilités, principalement dans la partie Est du pays. Plusieurs groupes armés y opèrent à ce jour, dont les principaux sont le M23, les ADF et la CODECO. Ces groupes ont été à la base de plusieurs incidents : morts violentes, enlèvements, destruction du tissu économique locale, destruction des infrastructures critiques et autres biens, déplacement massif de la population, etc.

L'activisme de ces groupes armés a aussi fortement détérioré la situation humanitaire. Et cela a entraîné l'augmentation des besoins de la population en aide humanitaire. La proportion de la population en besoin d'aide humanitaire a connu une hausse significative de plus de 73%, passant de 15,6 millions en 2019 à 27 millions en 2022. Avec un nombre de déplacés internes dépassant les 5 millions, la RDC reste l'un des pays ayant une forte proportion de déplacés internes sur le continent africain.

Il convient de noter que des efforts au niveau national, sous-régional et régional sont en entrepris pour mettre un terme aux conflits dans la partie Est de la RDC. Il est clair que dans le contexte actuel, l'atteinte des ODD reste hypothétique.